

•Novembre/Décembre 2017 • Numero 130 •  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

La Gauche en Miettes ?

Vite, du Pain au Fournil.

Sommaire

- L’édito de Jean-Luc Gonneau: Gauche : une reconqtruction difficile.

- Le droit à la renverse Droits des forts, droits des faibles n’ont jamais été vraiment les mêmes mais les différences se creusent, et devinez qui gagne ? Yann Fiévet, en fait la démonstration.

- Immigration : quelques évidences. Ces évidences, politiques, économiques, démographiques, Jacques-Robert Simon nous montre comment et pourquoi les gouvernants feignent de les ignorer, ou tentent de les cacher.

- Laïcité : au-delà des querellesde chapelles, réaffirmer la République. Malmenée, voire dévoyée par d’aucuns qui prétendent l’accaparer, dénigrée par d’autres, la république ne semble plus une évidence. André Bellon, inlassable défenseur des valeurs républicaines nous propose, avec Anne-Cécile Robert, un texte où il convient au contraire de la réaffirmer.

- Opinion : comment la France Insoumise a ouvert le champs des possibles. C’est l’un des animateurs de l’Association des Communistes Unitaires, Gilles Alfonsi, qui analyse les apports de l’irruption de la France Insoumise dans le paysage politique. Un bilan, comme disait l’autre, globalement positif, mais dont l’auteur ne masque pas les ambigüités.

- Tant qu’il y aura… Dans ce court texte porté par un souffle véhément, Alain Mouetaux nous le dit tant qu’il aura un capitalisme cupide (pléonasme ?) qui se cache sous le masque d’un libéralisme «bienveillant» (mon œil), il faudra se battre, et on se battra.

- Tribune : Chevènement : une seule solution l’autogestion (la cogestion, la codétermination ? les communs ?) Qu’un autogestionnaire revendiqué comme Jean-Pierre Lefebvre, fidèle aux valeurs de 1968 salue un discours de Jean-Pierre Chevènement, dont 1968 ne fut jamais la tasse de thé et la passion autogestionnaire, disons, fugace, voilà qui est étonnant. Mais aussi stimulant !

- Appel du 5 novembre de Carles Puigdemont. Après avoir traduit de l’anglais (américain) le discours de Donald Trump, du latin celui d’Emmanuel Macron dans les numéros précédents, Jacques-Robert Simon s’est attaqué à la traduction du catalan de l’Appel de Carles Puigdemont. Comme disait le regretté Coluche, jusqu’où s’arrêtera-t-il ?

*- Bonus :* Photos-montages et graphismes glanéssur le net dans le réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat, et Macron-Mirage, une photo détournée glanées sur le site En Marge, qui n’est pas triste non plus, et une photo didactique du site Republic of Craft beer original de Jancry

* Edito : Gauche, une Reconstruction Difficile

###### Par Jean-Luc Gonneau

*Les élections du printemps dernier, c’est une évidence, ont constitué un échec pour ce qu’il était convenu d’appeler « la gauche » (des radicaux de gauche à l’extrême gauche). Il serait éventuellement possible de le relativiser : cette gauche-là ne représentait déjà plus toutes les valeurs qui l’avaient identifiée depuis, en gros, le Front populaire. Les abandons successifs de certaines de ces valeurs par la gauche dite «de gouvernement» (participation de la quasi-totalité des élus socialistes à la ratification du Traité de Lisbonne, qui déjugeait le verdict populaire du référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne, loi travail dite El Khomri mais en réalité Hollande-Macron-El Khomri, dans l’ordre, projet de destitution de la nationalité, lois liberticides poussées par Manuel Vals et d’ailleurs prolongées et accentuées par le duo Macron-Collomb, ce dernier ex-«socialiste»...) en avaient été les marqueurs. Il n’est donc pas étonnant qu’une partie de cette gauche-là aient rejoint En marche, soit par conviction, soit pour quelques-uns par pur opportunisme (un siège à préserver par ci, un poste ministériel par là). Une partie des médias et de la droite a beau qualifier le gouvernement Macron de «centre gauche», c’est bien de droite dont il s’agit et il est donc finalement logique que Manuel Vals et une partie des «hollandais» aient rejoint le camp idéologique qui, au fond, était le leur. Même constat pour les Radicaux de Gauche, qui envisagent, eux, purement et simplement, une «réunification» avec leurs homologues de droite. Au Parti Socialiste, on y reviendra, le ménage n’est pas encore fait. Mais foin de digressions : échec il y eut, en partie masqué par le score inattendu obtenu par la France insoumise.*

*Commençons par les constats. A gauche, le score électoral est sans bavure. : la France insoumise frôle le second tour à la présidentielle, le PS est presque ramené à l’étiage de l’antique candidature de Gaston Deferre, l’extrême gauche ne fait même plus de la figuration. Aux élections législatives, la France insoumise confirme son score, mais se traduit par un nombre de sièges, scrutin majoritaire oblige, réduit. Le Parti Communiste parvient de justesse à sauver son groupe parlementaire. Les Verts disparaissent de l’Assemblée, les radicaux de gauche sauvent trois sièges, dont l’un file à En marche. La Parti Socialiste (280 sortants) se retrouve avec trente élus, dont quelques-uns (Manuel Vals, Stéphane Le Foll…) grâce à l’absence courtoise d’une candidature En marche dans leur circonscription : la Berezina.*

*De quoi se poser des questions. Pour la France insoumise, le problème principal est de consolider sa nouvelle position de parti (heu, pardon, mouvement) dominant à gauche. Sortir d’une telle séquence électorale, même prometteuse est difficile. Mélenchon et ses amis ont fait, contrairement à beaucoup d’autres, un gros effort programmatique. Comment continuer à le faire vivre sans risquer un sentiment de «déjà vu, déjà entendu» ? Le temps permettra des actualisations qui redonneront du mouvement aux idées, mais en attendant, la France insoumise a joué une opposition frontale, avec des formes orginales, qui permet à ce jour à Jean-Luc Mélenchon d’apparaître dans l’opinion comme le principal opposant à Emmanuel Macron. Le Parti Socialiste demeure en pleine déconfiture. Lâché par une partie de son aile gauche partie avec Benoit Hamon et une partie plus importante encore ralliant En marche (une hémorragie qui n’est peut-être pas terminée), en panne de projet, souffrant d’une forte désaffection militante. Réaction à ça ? Une bagarre qui promet d’être chiffoniéresque entre quelques personnalités. Sur la ligne directrice ? Quasiment rien. Sur le positionnement face au gouvernement ? Open bar chez les éventuels prétendant-e-s : opposition pour Luc Carvounas ou Emmanuel Maurel, silence pour Najat Vallaud-Belkacem, faut voir pour Stephane Le Foll, ce monsieur qui dénonce les manœuvres internes alors qu’il y a trempé aux côtés de François Hollande pendant des années. Gloussons.*

*Le Parti Communiste demeure difficilement audible, et la guéguerre PCF –FI, où comme dans toutes les guéguerres, les responsabilités sont partagées, commence à lasser. EELV sort à peine du coma et semble lorgner vers le nouveau parti (heu, pardon, mouvement) de Benoit Hamon, qui est en recherche de renforts. Tout ce petit monde espère devenir ou redevenir plus grand, et discute, ce qui ne fait pas de mal si ça ne fait pas de bien. Une partie importante des clés pour un rebond de l’ensemble de la gauche est entre les mains de la France insoumise, qui a des qualités pour le faire, mais des défauts aussi. Nous y reviendrons dans un prochain édito.*

* Le Droit à la Renverse

*Par Yann Fievet*

La période qui s’est ouverte en France avec l’élection d’Emmanuel Macron à la tête du pays va plus que bousculer ce qu’il reste de démocratie et de droits sociaux. Le macronisme. Reste encore à le définir dans ses détails puisque nous n’en sommes qu’au début de l’expérience mais les historiens, demain,

verront probablement dans cet autoritarisme patelin qui se met doucement en place un terrible recul des valeurs démocratiques et de la justice sociale. Ce recul sera marqué par l’extraordinaire approfondissement d’un hiatus déjà ancien : impitoyable fermeté envers les faibles, grande mansuétude à l’égard des forts. On reconnaîtra le droit à l’erreur pour les seconds quand on le refusera aux premiers. La réforme du droit du travail, suivi bientôt par celles de l’assurance chômage et de la protection sociale, en donneront maints exemples.

Le capitalisme est désormais si englué dans sa crise multiforme et inextricable qu’il semble n’avoir d’autre recours que dans l’instauration de la fraude comme mode de gestion permanent de la société. La fraude et l’évasion fiscales sont depuis longtemps déjà le quotidien frénétique des banques, des firmes transnationales et des individus les plus fortunés. L’imbrication du capital international et des ressources occultes des mafias tentaculaires est de plus en plus étroite, ce qui accroît l’opacité du «monde des affaires». La fraude à la TVA au centre du marché européen du carbone, révélé cet été, en est un édifiant exemple. C’est sur cette désastreuse toile de fond qu’Emmanuel Macron invente, dans les ordonnances qu’il a signées le 22 septembre, une nouvelle fraude. En

instaurant un barème maximum pour sanctionner les licenciements illégaux, c’est-à-dire «sans cause réelle et sérieuse», au contraire de ce qu’exigeait jusqu’ici le Code du travail,

On va ainsi fortement encourager les employeurs à licencier sans qu’ils aient à se préoccuper vraiment de la légalité de leur décision, puisque la sanction éventuelle qu’ils encourront devant les prud’hommes sera par avance prévue et plafonnée. Le capitalisme était exploiteur, il va bien sûr le rester, mais il ajoute là à son lugubre visage la fraude organisée. Cette véritable prime à la fraude nous édifie à elle seule sur l’esprit et la lettre des ordonnances du Président de la République, lui qui qualifie de fainéants tous les opposants à ses funestes réformes. En cet automne 2017, le bouleversement du Code du travail est général. Il porte atteinte aux droits des salariés et enchante au contraire les patrons, grands ou petits. La hiérarchie des normes est inversée : fin du «principe de faveur» accordé aux salariés par la création d’un nouveau principe de faveur à l’avantage des employeurs. C’est tout bonnement le principe même de fondation du code du travail qui est piétiné.

Le droit des patrons à transgresser les règles va donc être légalisé. Les salariés ne se voient évidemment pas reconnaître le même droit. Comment imaginer que les employeurs ne vont pas profiter de cette nouvelle aubaine ? Comment croire que dans l’entreprise dont la structure hiérarchique, tellement forte en France, reste intacte le patron pourrait avoir tort face à ses subordonnés de divers échelons ? Il est excessivement rare que l’on mette en cause les compétences des dirigeants d’entreprises. Ce sera encore moins le cas demain. Quand une entreprise va mal; ce sont toujours les salariés qui en pâtissent par leur licenciement. Ce processus mortifère va s’accélérer maintenant que les freins qui le contenaient encore quelque peu vont volontairement être desserrés. Il sera plus difficile qu’hier de mettre en accusation la responsabilité des patrons s’agissant de leurs divers comportements. Comment ne pas penser ici à la récente décision de justice déclarant non recevables les plaintes des salariés, et de leurs familles, victimes de l’exposition à l’amiante sur leur lieu de travail ? Trois mille morts par an en France cela ne pèse pas lourd face aux intérêts du patronat !

Le gouvernement d’Édouard Philippe envisage même de reconnaître le « droit à l’erreur » aux entreprises. Elles seraient trop souvent en butte à des complexités, voire des persécutions administratives, parce qu’elles auraient oublié, sans intention frauduleuse, de déclarer tel ou tel aspect de leur bilan. Le défenseur des droits, Jacques Toubon, estime que le même droit doit être accordé au citoyen ordinaire dans ses rapports avec les organismes sociaux. Il réclame cette forme d’égalité dans son récent rapport sur les abus de la lutte contre «la fraude aux prestations sociales», lutte qui montre une chasse arbitraire à l’usager. Le rapport offre une plongée dans un monde où l’arbitraire impose sa loi. Des citoyens, le plus souvent démunis, sont accusés d’avoir fraudé, parfois sans comprendre, et condamnés à payer des sommes qui les dépassent, sans pouvoir se défendre. Pour ces hommes et ces femmes anonymes, les règles administratives ne sont plus une protection, mais un rouleau compresseur, Une toile d’araignée dans laquelle ils tentent de se débattre. Hélas, dans le contexte de renversement général des droits à l’œuvre aujourd’hui, il est permis de douter que la demande du défenseur des droits soit entendue. L’usager de base, comme chacun sait, est toujours de mauvaise foi tandis que les «responsables» d’entreprises ne sont que de simples étourdis. Mépris et hypocrisie ne seraient-ils pas les deux mamelles du macronisme ?

* Immigration : Quelques Evidences

*Par Jacques-Robert Simon*

Immigration ! Pour ou contre ? L’augmenter ou la réduire ? Un bien ou un mal ? Je ne sais pas répondre à ces questions, ce qui n’interdit pas d’y réfléchir. Les partis dits populistes, radicaux, xénophobes, d’extrême droite dénoncent l’immigration comme le mal qui sape leur pays. Tous les pays européens sont concernés comme beaucoup des pays du monde. Ce malaise est souvent analysé comme faisant la preuve du racisme des classes populaires, principaux électeurs en effet des partis populistes, racisme qui proviendrait d’un manque d’éducation, d’un manque d’intelligence, d’un manque d’humanisme. Les stratèges politiques des partis de la Raison s’emploient donc à contourner les avis d’une masse populaire qui dévoierait la démocratie, dans le souvenir de ce que d’autres firent en leur temps.

La généralisation d’un cas particulier conduit aux erreurs les plus dramatiques, c’est ainsi que se constitue le racisme ou l’esprit de caste : un Rom commet un vol, les Roms sont des voleurs, un ouvrier est oisif, les ouvriers sont fainéants. Dans ce cadre, les classes populaires ne sont ni plus ni moins racistes que les autres strates sociales : elles ne construisent pas leur pensée sur des émois mais sur des faits, même si beaucoup n’ont pas les mots pour l’exprimer, ces mots qu’utilisent au contraire fort bien ceux qui les accusent du pire. Si les classes populaires ne raisonnent pas toujours en termes de lutte des classes (comment le pourraient-elles d’ailleurs ?), les élites dirigeantes en tiennent constamment compte. Leur problématique est de produire le plus de biens matériels ou immatériels possibles avec des coûts salariaux optimisés. Ainsi, Georges Pompidou le 3 septembre 1963 constatait «l’immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale» Il constatera 10 ans plus tard «Il (le patronat) en veut toujours plus (d ‘immigrés)».L’immigration a donc toujours été une variable permettant de contenir les salaires des plus nombreux au plus bas possible.

La population d’origine étrangère vivant en France est de l’ordre de 8 millions de personnes avec une arrivée de 200 000 immigrés par an en moyenne. L’apport exogène de travailleurs est donc important. La libéralisation des échanges financiers permet aux investisseurs d’optimiser leurs placements en cherchant les régions à fort potentiel de croissance, c’est à dire hors d’Europe. Immigration et investissements prennent donc des directions opposées, ce qui tend à déstabiliser les pauvres des pays riches pour enrichir les riches des pays pauvres, dans les deux cas en confortant le rôle de leader des nantis. De fait, la croissance du PIB africain atteint 5% l’an. Cependant, la croissance économique en Afrique n’a jamais été faible, quoique volatile ; indépendamment de l’application des théories libres échangistes mises en avant pour la mondialisation.

L’impasse dans laquelle se retrouvent les perdants de la globalisation tient de l’évidence. Le royaume des gagnants est aussi assez facile à décrire. Les dirigeants ou les possédants de «haut niveau» professent en général une foi du meilleur aloi dans les valeurs traditionnelles de l’occident. La possession d’une culture par eux définie est un impératif pour intégrer l’élite. Les gagnants savent rendre invisible l’incompatibilité entre leur intérêt économique et leur traditionalisme culturel. Les classes moyennes diplômées sont massivement engagées dans les diverses activités du secteur tertiaire, déconnectées du réel productif. Cette déconnection entre réalité tangible et activité permet de pouvoir rendre compliquées à loisir des choses simples. Les classes moyennes écrivent une multitude de rapports d’activités, de bilans d’étapes, d’études de marketing, de marché, de prospectives, de normes, de règlements, de directives… qui régentent l’activité de tous mais que personne ne peut connaître d’où le foisonnement d’activités de conseils, d’expertises, de juristes, d’avocats, de législateurs. Les officines privées étant censées travailler avec plus d’efficacité que le secteur public, ces montagnes de rapports leur sont peu à peu confiées. Les immigrés vont mettre un certain temps avant d’acquérir les connaissances tristes nécessaires pour prospérer dans ce milieu. Et lorsqu’ils les ont acquises, leur intégration ne fait plus de doute : ils sont conformes. Il n’y a donc pas de compétition entre la classe moyenne et les immigrés, ce qui permet à celle-ci d’afficher un modernisme humaniste vilipendant (à bon escient mais sans risque) toute discrimination, toute trace de racisme vrai ou supposé. Et puis, les nouvelles familles ont besoin de nounous, entre autres domesticités, pour s’occuper de leurs enfants…

Les classes dirigeantes et moyennes sont donc satisfaites économiquement de l’ouverture des frontières même si l’inverse est quelquefois proclamé par artifice. Restent les quelques 20% de classes populaires. Les membres de celle-ci sont peu qualifiés, comprendre qu’ils n’ont pas pu ou pas voulu suivre une dizaine d’années supplémentaires d’études pour apprendre ce qui ne leur servira à peu près à rien, même dans leur domaine professionnel. L’intelligence de la main est presque entièrement ignorée des hiérarques qui n’en prennent (un peu) conscience que lorsque leur chaudière est en panne. Pourtant, beaucoup des plus grandes découvertes peuvent être attribuées à l’ingéniosité plutôt qu’aux savoirs abstraits. L’immigration dans le contexte de la disparition de la filière technique conduit à une mise en compétition de prolétaires endogènes avec des prolétaires exogènes moins exigeants quant aux conditions de travail car venant de régions où ils ont connu le pire. Personne ne peut se réjouir de voir les chantiers où pullulent des membres des minorités visibles. C’est inacceptable surtout parce que ces prolétaires le resteront sans possibilité de connaître un autre destin. C’est inacceptable aussi parce que dans une autre logique il aurait été possible de diminuer considérablement le nombre d’heures travaillées lorsque le labeur est pénible et d’augmenter significativement les salaires pour en faire un travail comme les autres. Le savoir permet normalement de se rendre compte combien l’inégalité ne peut être que le reflet de l’injustice. Mais payer un salarié en fonction de la difficulté du travail demandé, qu’il soit manuel ou non, reviendrait à minorer l’importance des savoirs de papier. À la fin sera le verbe…

* Laïcité : au delà des Querelles de Chapelles, Réaffirmer la République

*Par André Bellon et Anne-Cécile Robert*

Nous sommes depuis toujours attachés aux principes laïques et républicains de Liberté, d’Egalité et de Fraternité. Nous sommes atterrés devant leur remise en cause par les gouvernements successifs depuis des décennies. Les événements récents ont encore amplifié les dérapages. Partant d’affaires plus ou moins sordides de harcèlements sexuels visant Tarik Ramadan, nous sommes quasiment sommés de choisir entre Manuel Valls et Edwy Plenel. Répondons avant toute autre considération : ni l’un ni l’autre. Aucun débat sain ne peut, en effet, avoir lieu sur des bases caricaturales, ces deux personnages étant habités par des ambitions messianiques, au premier rang desquelles incarner la laïcité. Chacun a ses soutiens. Plusieurs associations interviennent aux côtés de Valls et des penseurs, tel Jean Baubérot, défendent les actions de Plenel.

L’événement déclencheur de cette affaire, à savoir la découverte de la nature de Tartuffe de Tarik Ramadan ne résout en rien la question et lui opposer d’autres Tartuffes ne fait qu’empêcher le vrai débat. Manuel Valls, contempteur du Parlement et Tour opérateur des canonisations ne peut en aucun cas être porte-parole de la République et de la laïcité. Le débat sur la place des religions dans la France républicaine est ancien et concerne toutes les confessions. Il est aujourd’hui réactivé par l’Islam, religion à propos de laquelle se multiplient les polémiques : existence ou non d’un nombre suffisant de lieux de culte, demandes de dérogations aux règles générales pour raisons confessionnelles, contours de la liberté d’expression, en particulier du droit de blasphémer.

Sur la laïcité comme sur l’ensemble des valeurs républicaines, il existe deux attitudes possibles : Mettre en cause les principes eux-mêmes (inadaptation aux réalités d’aujourd’hui ou aux nécessités de l’expression des cultures et des religions, etc.) ou déplorer l’absence des valeurs républicaines (oubliées ou violées). C’est de cette opposition dont il faut parler pour préciser le tracé de la ligne de fracture, parce qu’elle est réelle et que cela a des conséquences sur nos vies quotidiennes.

Comment résoudre les problèmes si on ne comprend pas comment ils se posent ? C’est pourquoi ceux qui se donnent bonne conscience en se contentant d'appeler à un cessez le feu ou qui déplorent le caractère excessif des échanges repoussent encore la nécessaire clarification. En démocratie, le débats sont indispensables et notre société a désappris à discuter et à débattre ou même à réfléchir. Elle se contente de réagir et de ressentir, renonçant ainsi à ce qui fait la dignité humaine et la grandeur d’une civilisation. Nos sociétés sont en train de mourir de l’absence de débat et régressent dans une sorte de tribalisme identitaire. C’est au retour de l’esprit critique et à un débat mature sur la République qu’il faut appeler. Sans se reconnaître dans aucun des champions qu’on veut leur imposer, les auteurs de ces lignes se situent clairement dans le camp de ceux qui analysent la crise actuelle comme une absence de République. Le débat sainement établi devrait permettre d’y voir plus clair et en tirer les conséquences intellectuelles et politiques pour résoudre les problèmes concrets.

La laïcité est un principe qui s’est construit tout au long de notre Histoire. Elle n’est absolument pas un acte conjoncturel des années 1900 comme l’affirment ceux qui veulent «l’adapter», en particulier Baubérot qui se pose en maître d’école de la laïcité. La question est sous-jacente au travers d’affrontements schismatiques fort anciens. Elle commence à s’exprimer dans les drames des guerres de religion : bien avant Victor Hugo et son «*L'Eglise chez elle et l'Etat chez lui*» de 1850, le juriste Pierre de Belloy affirme dès 1585 que «*La République n'est pas dans l'Eglise, mais au contraire l'Eglise est dans la République*»[[1]](#footnote-1) Elle trouve un début d’expression politique dans les débats de la Révolution. Des tentatives y existent, en effet déjà, soit locales (Nièvre), soit plus générales sous la Convention thermidorienne. Elle est liée à une conception profonde de la liberté de pensée qui est pour nous un combat permanent. Elle n’est pas, contrairement à ce que racontent ceux qui la haïssent, une atteinte à la liberté religieuse. Elle est la séparation des églises et de l’Etat et met l'école publique hors d'atteinte des dogmes religieux.

Elle n’a pas à s’adapter à telle ou telle religion, sauf à remettre en cause son essence même. De ce point de vue, les tentatives pour mettre à part une religion ne sont qu’un artifice pour cette remise en cause. Des analystes, tel Baubérot, développent un amphigourisme systématique qui leur permet d’attaquer les principes laïques au nom de choses qui n’ont rien à y voir. Nous voudrions, en particulier, réfuter avec vigueur cet argument usé jusqu’à la corde à savoir que les principes de la République et de la laïcité sont utilisés essentiellement contre les couches défavorisées, particulièrement dans les banlieues et ne concernent pas les riches. Que les riches aient des avantages n’est certes pas une découverte. En quoi cela met-il en question la laïcité ? Et tenter d’imposer l’équation musulman égale pauvre, ou, par prétérition, laïque égale aisé, ne peut aboutir qu’à créer encore plus l’affrontement, en tout cas à détourner la lutte sociale vers le conflit religieux. Bien au contraire, la laïcité a été une conquête sociale.

Loin de clarifier le débat, les récents événements permettent à trop d’intervenants de se poser en partisans d’un camp en déformant, volontairement ou pas, les enjeux. Les porte-paroles autodésignés des camps en présence feraient bien de mesurer les risques qu’ils font courir, parfois même à ceux qu’ils prétendent défendre. Ce n’est pas en créant des règles séparées entre les catégories sociales qu’on mène le combat social, c’est en se battant pour que les règles générales s’imposent réellement à tous. La République et la laïcité sont menacées depuis trop longtemps par ceux qui s’en disent défenseurs et ne font que les habiller en fonction de leurs propres thèses. Ce n'est ni les principes qui étayent la République, ni ceux de la laïcité qu'il faut contester, mais la manière dont certains les dévoient au profit de leurs intérêts ou ceux d’une communauté. Cela renforce la nécessité de revoir les mécanismes de nos institutions et non les valeurs portées par elles, quitte à les renforcer en les complétant au regard de l'évolution du contexte contemporain. D'où l'ambition d’élire une Constituante.

*Coauteurs de «Un totalitarisme tranquille et «Le peuple inattendu», Ed. Syllepse, 2001 et 2003*

* Opinion : Comment France Insoumise a Ouvert le Champ des Possibles

*Par Gilles Alfonsi*

Mettons d’abord les noms d’oiseaux et les propos outrés rencontrés sur les réseaux sociaux de côté. Et voyons bien que chacun a vécu ses campagnes, présidentielle et peut-être surtout législatives, différemment. Les configurations et les ambiances locales ont pesé lourd ces dernières semaines : souvent des fractures béantes entre militants, parfois des convergences éclatantes. Au cours de l’année écoulée, militants et électeurs ont en tout cas vécu tour à tour des moments de grande satisfaction et d’autres de grande déception. Satisfaction, d’abord, d’une campagne présidentielle qui a bousculé le paysage politique et ses codes. Alors que la primaire dite de la gauche et des écologistes occupait les partis traditionnels, ce furent successivement l’annonce puis la percée militante de la candidature Mélenchon (dès le premier semestre 2016) et du mouvement France insoumise, le passage d’un discours tumultueux pour imposer la candidature et le ‘’dégagisme’’ au déploiement de la puissance pédagogique du candidat, des modes d’expression innovants, une percée citoyenne par vagues successives jusqu’à impliquer massivement l’électorat de gauche. À la différence de la campagne référendaire de 2005, qui avait vu le Non au Traité constitutionnel européen l’emporter avec un fort courant de gauche, la dynamique insoumise a porté à la fois une vision de la société et un programme, *L’Avenir en* *commun*.

On a eu sous les yeux une démarche qui, au lieu d’opposer projet et programme, a permis que les deux se conjuguent. Le projet comme affirmation d’une conception de la société, appuyée sur un système de valeurs, une démarche. Un programme comme manière d’aborder et de fédérer une multitude de thèmes avec, sur beaucoup d’entre eux, des propositions novatrices, et qui ont été perçues comme telles. Au fait, à quand remonte l’époque où la gauche d’alternative était ainsi capable de parler de tout, au lieu de se focaliser sur les thèmes les plus évidents, souvent très syndicaux ? L’ensemble était dégagé des ambiguïtés habituelles vis-à-vis du Parti socialiste, loin des sempiternelles hésitations du PCF : assumer ou pas la rupture, prier pour un futur éclatement du PS (qui n’est une fois de plus pas arrivé), miser sur le surgissement irréaliste d’une candidature unitaire dont la possibilité concrète n’existait pas... et, derrière des discours ambitieux, se soucier beaucoup des enjeux de postes et de moyens. Tout cela pour être pris par les pérégrinations du Parti socialiste, de son sortant (on l’a déjà oublié), et par les limites criantes des frondeurs, incapables de réaliser la rupture qu’il aurait fallu.

Cependant, comme je l’ai écrit en prenant position pour la candidature de Mélenchon en mars 2016, certaines de ses dimensions n’allaient cesser de poser question. Mélenchon a parlé seul ou presque tout au long de l’année. La volonté légitime de clarté stratégique a conduit à sous-valoriser la grande diversité des soutiens. Les groupes d’appui, et donc les citoyens qui s’engageaient, ont eu peu de pouvoir, même si nous n’ignorons pas les espaces de débat mis en place au sein de France insoumise. Plus au fond, une question d’orientation reste en chantier : tout en faisant de l’opposition entre le peuple et l’oligarchie un clivage déterminant, le référentiel utilisé le plus souvent par Jean-Luc Mélenchon - par exemple lors de l’extraordinaire rassemblement du 18 mars, place de la République à Paris - a été celui des valeurs cardinales de la gauche. Ainsi, au lieu d’en rester à l’opposition entre l’approche traditionnelle gauche - droite et l’approche peuple - oligarchie, tout un chantier stratégique reste à mener.

**Une percée puissante, inédite et rassembleuse**

Au total, sommes-nous d’accord pour dire que le score inédit depuis 1969 du candidat Mélenchon a montré : qu’il existe en France une forte aspiration à refuser le modèle de société de la droite et de Macron ? que cette aspiration est capable de s’exprimer politiquement, de rassembler de nombreux jeunes et les habitants des quartiers populaires, de dépasser les territoires traditionnels d’implantation du PCF ? qu’il était possible que le PS morde la poussière et de voir une gauche plus conséquente s’affirmer ? Peut-on convenir que Mélenchon et ses équipes ont bel et bien élaboré et mis en oeuvre une stratégie crédible, suffisamment crédible pour emporter un vote sur le scrutin réputé être le plus difficile pour la gauche de gauche ? Peut-on ajouter qu’à l’inverse le PCF n’a rien produit qui fasse alternative

crédible ? Qu’il n’a été en tant que tel qu’un contributeur mou du résultat du 23 avril ? Qu’au contraire, il s’est souvent comporté comme un spectateur critique et, au plan national, rarement bienveillant d’une dynamique qui lui a complètement échappé ? Cela n’enlève rien à l’investissement et à la bonne foi de milliers de militants communistes ; mais comme d’habitude les militants ont bon dos, quand la direction est restée dans l’ambiguïté. Quant à Ensemble !, la troisième composante de feu le Front de gauche a été, au niveau national, elle aussi, à côté du mouvement, sauf bien sûr les Ensemble ! & Insoumis, qui y ont activement contribué.

Quoi qu’il en soit, la séquence des législatives aura été d’une autre trempe. Il ne s’agit pas ici d’établir les responsabilités des uns et des autres dans l’échec des contacts et des négociations entre FI et le PCF. D’ailleurs, quand on écoute ceux qui en ont été, au niveau national comme au niveau local, on constate la difficulté de dire qui, en définitive, a été responsable de la division. Chacun de nos amis affirme avec forces démonstrations et exemples son point de vue, de sorte qu’il est vain de choisir entre les uns et les autres. Torts partagés, donc, ce qui ne veut pas dire symétriques, ou équivalents. Ce qui ne veut pas dire renvoyer dos à dos les uns et les autres. Ce qui veut dire qu’au jeu de la recherche du responsable, il est inutile de jouer longtemps.

**Face au rouleau compresseur Macron, ‘’rester groupé’’ seulement ?**

On peut cependant formuler ici quelques remarques. Du côté de France insoumise et de ses dirigeants, il semble y avoir eu l’espoir que la dynamique de la présidentielle pourrait se retrouver au premier tour des législatives uniquement en capitalisant sur le vote Mélenchon. On peut peut-être yvoir une sous-estimation de la puissance du rouleau compresseur Macron. Dès lors, le seul message envoyé après le 23 avril aux électeurs a été de ‘’rester groupés’’. Or, le score historique du 23 avril a été à la fois ressenti comme un succès et comme un échec, dans la mesure où beaucoup d’électeurs avaient pensé avec leur vote renverser la table. Si l’on met de côté le discours déçu de Mélenchon au soir du premier tour, qui tout de même peut bien se comprendre, force est de constater que la ligne des responsables de FI a été l’auto-affirmation du mouvement, à l’exclusion de toute initiative nouvelle pour tendre la main. Encore qu’il faut, pour pouvoir tendre la main, savoir à qui ! Après avoir passé l’année 2016 à chercher un plan B au soutien à la candidature de Mélenchon, tout en préparant ses propres candidatures aux législatives, et après l’avoir soutenu mollement, le PCF s’est pointé dans la négociation nationale avec une proposition de répartition des éligibles à 50 - 50… évidemment inacceptable pour France insoumise. Et voilà donc : après les errements stratégiques du PCF et le portage par la seule France insoumise de la dynamique qui allait produire le meilleur résultat électoral de la gauche de transformation sociale et écologique depuis 1969, l’impossibilité de se mettre d’accord pour les législatives. France insoumise espérant asseoir son hégémonie à gauche tandis que le PCF, dans la continuité de son positionnement depuis des années, n’a pas voulu reconnaitre qu’il ne serait plus jamais le grand parti qu’il a été. Résultat de cette séquence : une forte distorsion entre le score de19,6% et l’élection d’une trentaine de députés, sur 577.

Notons que la division entre France insoumise et le PCF a coûté la présence de plusieurs dizaines de candidats au second tour. Mais reconnaissons aussi que la présence au second tour n’aurait nullement signifié, à l’arrivée, un nombre de députés extraordinairement plus élevé. De fait, il n’existe pas de remède miracle à la présidentialisation de la vie politique, qui se concrétise depuis de nombreuses années par une participation électorale beaucoup plus forte à la présidentielle qu’aux législatives qui s’ensuivent, avec la logique selon laquelle les législatives sont là pour confirmer et amplifier la dynamique présidentielle. Ainsi, la victoire de Macron a logiquement galvanisé ses électeurs pour les législatives, tandis que la dynamique France insoumise, même si elle a été loin de s’effondrer, a quelque peu marqué le pas.

Proposons pour finir une appréciation globale : dans un contexte de crise politique aiguë, accentuée par la chute des partis de gouvernements, la candidature de Mélenchon et la dynamique de France insoumise ont constitué un événement majeur, un tournant politique au bénéfice de la gauche de transformation. Nous l’avions envisagé dès le deuxième trimestre de 2016 en écrivant : ‘’c’est là qu’ça s’passe !’’. Eh bien, c’est là que ça s’est passé.

*Article paru dans Cerises n°330, (*www.cerisesenligne.fr)*, une publication de l'Association des* communistes unitaires *(ACU)*

* Tant qu’il y Aura…

*Par Alain Mouetaux*

Tant qu'il y aura des fraudes fiscales (80 milliards), des optimisations fiscales agressives, grâce à une non régulation et une législation laxiste et complaisante, plus le verrou de Bercy (60 milliards) ; tant qu'il y aura des fraudes aux cotisations sociales (25 milliards que les entreprises fraudent au fisc) ; tant que les amendes aux grandes surfaces non récupérées par Bercy (418 milliards, un quart de la dette publiques) ; tant qu’il y aura des niches fiscales concoctées pour les riches (90 milliards) et l'arnaque aux emprunts toxiques sur les collectivités locales (13 milliards) ; tant que l'État se privera des recettes légitimes qu'il ne veut pas prendre aux riches faisant croire à la théorie du "ruissellement"... (100 milliards) ; tant qu'on aura pas récupéré les 10% transféré du travail au bénéfice du capital (200 milliards annuel) ; tant que les multinationales du CAC 40 ne payeront pas leurs impôts à égalité avec les PME ; tant que les banques d'affaires ne seront pas dissociées des banques de dépôt (ce qui fait que la finance casino colossale atteint 100 fois le PIB de l'économie réelle)...

Tant que tout cela continuera, toute politique économique et sociale, toute rhétorique capitaliste néo-libérale, toute énonciation de déficit et de dette publique (odieuse car 59% de la dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d’intérêt excessifs), toute dénonciation de fraude sociale (la seule dont on parle dans les médias), toute proclamation d'assistanat et toute plainte de coût du travail et de marges insuffisantes, et, bien sûr, toute casse du code du travail et de la protection des travailleurs ET DES RETRAITES, etc... seront caducs, non prises en considération et combattus par le peuple volé et maltraité!

Ils peuvent bien faire ce qu'il veulent, et enfumer les masses qui vont voter dans l'ignorance, mais nous sommes de plus en plus nombreux conscients de l'arnaque. Et pour finir, avec la COP21 - ils rechignent à mobiliser 100 milliards de dollars (84 milliards d'€) par an d'ici 2020 sur l'ensemble des pays ! Là je ne parle que de la France ! Imaginez ... Les riches détruisent la planète et le capital nous coûte très cher !

* Tribune : Chevènement : Une Seule Solution, l’Autogestion (la cogestion ? la codetermination ? les communs ?...)

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

Dans un article pertinent du Monde du 23 juillet, l’ancien ministre de Mitterrand s’interroge sur les raisons de la réussite économique de l’Allemagne (et de l’Europe du Nord)*.* «Ce n’est pas principalement», dit-il, «parce que son économie a été flexibilisée mais par ce qu’elle a été organisée sur la base d’une anticipation partagée des perspectives de développement de l’entreprise». L’échec de la réforme macronienne du code du travail est au contraire prévisible selon lui car elle n’ouvre la voie qu’à une réduction des coûts salariaux sans contrepartie solide en matière d’investissement et d’emplois. Réflexion judicieuse, ce d’autant quelle se double d’une autocritique sur le colbertisme furieux de 1981 : «Personne n’envisage plus un retour à la planification car le système capitaliste a profondément muté». Une autre raison tout aussi forte étant que la planification a sombré, à l’Ouest comme à l’Est, dans l’ossification bureaucratique, parasitaire et laxiste.

La conclusion s’impose : regardons outre-Rhin où «plusieurs milliers d’entreprises ont une organisation dans laquelle les représentants des salariés ont à connaître les stratégies de développement et un pouvoir susceptible d’influer sur les décisions… Outre qu’un syndicalisme puissant a le monopole de la négociation des salaires…». A terme, rien n’interdit que cette codétermination évolue vers la propriété enfin collective des moyens de production*.* L’intelligence et la faisabilité de ces propositions contrastent avec l’attachement des gauches radicales au cadavre du programme commun de 1981, aux dogmes des services public, des nationalisations, de la planification, vite jetés aux orties par Mitterrand après qu’il eut plumé la volaille communiste pour épouser le thatchérisme. A l’autre pôle, la fixation libertaire sur les micro-exemples d’autogestion spontanée et leur généralisation improbable, si elle est en soi précieuse, garantit surtout le renvoi du bien vivre aux calendes grecques.

Si notre président avait les dimensions d’un homme d’Etat, il proposerait ainsi sa nuit du 4 août : les suggestions chevènementistes ci-dessus, complétées par quelques mesurettes, proposées notamment par les très sérieux Piketty et les économistes atterrés : augmenter l’lSF, réduire le temps de travail, limiter l’échelle des revenus de 1 à 10, afin d’enrayer la croissance aveuglément destructrice et la patrimonialisation catastrophique, annoncées par Wallerstein. La parole est à la France Insoumise. Nous préférerions bien entendu une autogestion plus pure, plus radicale mais l’histoire et la macrosociologie montrent que les grandes bonnes idées structurelles s’emparent lentement des réalités politique, dans le désordre et l’imperfection de l’immanence plus que dans l’essentialisation judéo-chrétienne.

Autre oubli de Jean-Pierre Chevènement, dont l’urgence est rappelée par les abstentionnistes, Nuit Debout, France Insoumise (voire En Marche !) : l’institutionnalisation d’un nouveau réseau démocratique de base, dans les quartiers (de 3000 habitants), élisant directement leurs délégués à la proportionnelle, intervenant en réseau sur tout le territoire national pour proposer des initiatives et contrôler les assemblées et exécutifs aux différents niveaux, en faisant dépérir doucement les mélanomes bureaucratico-étatiques. Une VIe République qui donnerait la parole au peuple en préservant le dynamisme économique ! Simple ! Merci Monsieur Chevènement. Continuons de puiser dans l’inépuisable vivier d’idées de Mai 68 !

* Appel du 5 Novembre de M. Carles Puigdemont

*Traduit du catalan par Jacques-Robert Simon*

Le gouvernement catalan, après avoir demandé des négociations, connaît, maintenant, les conditions dictées par l'oppresseur madrilène. Il résulte de ces conditions que les forces catalanes seraient entièrement démobilisées, que nos armes immatérielles seraient livrées, que le territoire Catalan serait totalement occupé. On peut donc dire que ces négociations conduiraient non seulement à une capitulation mais encore à un asservissement. Mais il est absurde de considérer la lutte comme perdue. Oui, nous avons subi une grande défaite. Les forces de la liberté triompheront néanmoins de celles de la servitude. Moi, Carles Puigdemont, caporal chef de réserve, j'entreprends ici, en Belgique, la tâche de rendre à tous les catalans la fierté de leur terroir, de leur origine, de leur ethnie. J'invite tous et toutes qui se trouvent en territoire belge ou qui pourraient y parvenir, à se réunir à moi. J'invite tous les Catalans qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre.

Je m’adresse à vous depuis l’étranger soumis dans mon propre pays à de lourdes menaces. Croyez-vous que je puisse de gaîté de cœur mettre à l’écart l’Anxovada pour me régaler de moules-frites, d’abandonner le cheval pour le vélo, le flamenco pour la bourrée. Malgré tout je brave ces terribles tourments pour l’indépendance de… What ?... Yes independency… independència… independen-tzia… nezavisnost… ûnôfhinklikens… Enfin bref, vous avez compris : on veut garder notre pognon et plus rien filer à ces connards de Madrid. Moi Carles Puigdemont demande à la Nation Catalane fière et indomptable d’aller avec moi vers un futur radieux et indépendant. Aidez-moi !

Vive la Catalogne libre dans l'honneur et dans l'indépendance ! Ginette, je t’ai vu, bouffe pas mes frites quand il y a la télé. Quoi ? Les micros sont encore branchés ! Merda, merda, shit, Scheiße… Quoi ! Si je veux !... Je ne suis pas venu dans ce bled à la con pour être mouché par de petits journaleux pleins de bière… Non, Ginette, j’arrêterai pas, c’est quand même pas une tassepé qui va le les briser, moi un chef, un leader, un líder, un futur Jésus, je vais te renvoyer ça à sa machine à coudre moi… Quoi les féministes ? Quoi les féministes ?... Le Net… Quoi le Net… Toi, violée ?... Tu te fous de ma gueule, tu m’avais fait boire avant de te jeter sur moi comme une femelle en rut. Non, je partirai pas ! Laissez-moi, laissez-moi… pas de piqûres !!! Visca Catalunya !!!

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Glanés dans le Journal People de Benoist Magnat

Chevalier servant, pas tous les jours facile



Pédagogie



Glané sur la page facebook de Republic of craft beer

Les bons outils font le bon ouvrier



Glané sur la page facebook d’En Marge !



Un dessin de Jancry



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. Cité par Emile Poulat dans « Notre laïcité ou les religions dans l'espace public ». Editions Desclée de Brouver 2014. La République est évidemment à prendre au sens de la chose publique [↑](#footnote-ref-1)